



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 12/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI

Universaône
18 rue Félix Mangini
69009 Lyon

Références : UiD4243-DSSP-024-0522/CG
Code AIOT : 0010500024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI implanté ZA Charles Chana - Site de SATROD - Bd du Puits Charles - 42230 Roche-la-Molière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI
- ZA Charles Chana - Site de SATROD - Bd du Puits Charles - 42230 Roche-la-Molière
- Code AIOT : 0010500024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui.

La société SUEZ RV Borde Matin exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur la commune de Roche la Molière. La poursuite de son exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral du 23/02/2018, modifié par un arrêté complémentaire du 14/04/2022.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- IED-MTD
- Risque incendie.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------------|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Valeurs limites d'émission | Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.3.9.2 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 4 | Exercice défense contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 15/02/2018, article 33 | / | Demande d'action corrective | 12 mois |
| 5 | Plan de défense incendie | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis | / | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 2 | Vidéosurveillance | Code de l'environnement du 01/01/2023, article D. 541-48-1 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 3 | Traçabilité des déchets | Code de l'environnement du 28/10/2024, article R541-43 | / | Sans objet |
| 6 | Détection incendie | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 | / | Sans objet |
| 7 | Conduite d'exploitation - matériaux de recouvrement | Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.1.5.1 | / | Sans objet |
| 8 | Conduite d'exploitation - matériaux de recouvrement (2) | Arrêté Ministériel du 15/02/2018, article 33 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les anomalies dans les déclarations d'autosurveillance GIDAF, soulevées lors de la précédente inspection, n'ont pas été corrigées. L'absence de mesure de débit en continu sur les rejets d'eaux de ruissellement interne constitue une non conformité persistante qui devra être corrigée rapidement.

Les modifications introduites dans l'arrêté du 15/02/2018 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ont bien été prises en considération par l'exploitant : élaboration d'un plan de défense incendie, mise en place d'exercices de défense contre l'incendie. Quelques éléments complémentaires sont à y apporter.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émission

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.3.9.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2023 |
| Prescription contrôlée : <p>Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires, dans le milieu naturel</p> <p>Les VLE applicables diffèrent en fonction de la période : La période d'étiage court du 01/04 au 31/10 ; La période hors étiage court du 01/11 au 31/03.</p> <p>(Le tableau des VLE n'est pas reproduit).</p> |
| Constats : <p>Le jour de l'inspection, le sujet abordé a été celui des ERI puisqu'un défaut de suivi des paramètres en continu avait été soulevé dans le rapport précédent.</p> <p>La mesure du débit, du pH et de la conductivité sont à mesurer en continu sur les rejets d'ERI. La consultation des déclarations GIDAF 2024 indique que le débit n'est pas mesuré (absence de renseignement, ou débit égal à 0).</p> <p>Les eaux de ruissellement internes ont fait l'objet d'un bilan triennal couvrant la période 2018-2020. Les modalités de gestion n'ont pas évolué depuis. Il en ressort la nécessité de suivre en continu les débits rejetés en 4 points :</p> <ul style="list-style-type: none">• bassin Nord,• bassin Est 2,• bassin Biovale,• bassin Sud <p>Ce sont bien ces 4 points qui figurent dans le cadre de déclaration d'autosurveillance GIDAF.</p> <p>Concernant les constats antérieurs, ceux-ci n'ont pas été évoqués lors de la visite. La consultation à posteriori des déclarations GIDAF montre que les anomalies relevées concernant les lixiviats traités n'ont pas été corrigées :</p> <ul style="list-style-type: none">• le 11/01/2023 correspond à l'analyse mensuelle alors que le rejet est de 0 m3/j, ce qui rend le calcul des flux impossible ;• l'analyse mensuelle d'avril 2023 est toujours incomplète. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• suivre les débits en continu des rejets d'eaux de ruissellement interne• corriger les anomalies des déclarations GIDAF 2023 |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : vidéosurveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2023, article D. 541-48-1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, déchets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2024 |
| Prescription contrôlée : <p>II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none">-les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;-la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. |
| Constats : <p>Les caméras étaient en fonctionnement le jour de la visite. Il a été possible d'accéder aux enregistrements.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Traçabilité des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/10/2024, article R541-43 |
| Thème(s) : Risques chroniques, déchets |
| Prescription contrôlée : <p>Registre national des déchets / Trackdéchets</p> |
| Constats : <p>En amont de la visite, la fiche établissement "Trackdéchets" a été générée par l'inspection. Cette fiche établissement permet d'obtenir, pour une période donnée, une synthèse des bordereaux de suivi de déchets émis ou reçus par l'installation, des quantités de déchets admises, et diverses informations relatives à la gestion des déchets de l'établissement. La période consultée court du 01/01/2024 au 10/10/2024</p> <p>Cette fiche fait ressortir les éléments suivants, qui sont abordés avec l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">• 17 000 t de déchets amiantés réceptionnés => un BDSA avec une valeur aberrante de 14 000 t est identifié. |

- des déchets provenant des régions Île-de-France, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie sont répertoriés => l'exploitant indique qu'il s'agit probablement de l'adresse du siège de l'entreprise qui a été renseignée et non celle du chantier.
- une quantité d'effluents extérieurs (lixiviats) traitée dépassant la capacité maximale autorisée de 309 t/j => il doit également s'agir d'erreurs d'unité de poids. L'exploitant s'interroge sur le fait que cette information soit transmise par le RNDTS puisque le traitement des effluents extérieurs n'est pas concernée par l'obligation de déclaration au RNDTS. Ceci peut s'expliquer par le fait que le producteur du déchet a utilisé des BSD sous Trackdéchets et que cette information a été automatiquement transmise de Trackdéchets au RNDTS.
- une quantité de déchets transportée est mise en exergue alors que l'exploitant n'effectue pas directement de transport => l'exploitant indique qu'il doit s'agir de Suez Borde Matin situé Quai des Brunandières. Cependant cet établissement dispose bien de son propre SIRET et il ne devrait pas y avoir de confusion (sauf si c'est le mauvais SIRET qui a été renseigné sur le BSD).
- aucun déchet dangereux n'est expédié du site (charbons actifs, huiles etc...) => ces déchets sont expédiés directement par le prestataire (Véolia pour la partie STEP, Engie pour la partie valorisation biogaz) selon une délégation de l'exploitant. Le producteur du déchet étant Suez Borde Matin, c'est cette entité qui devrait figurer en tant qu'émetteur du BSD.

L'exploitant indique qu'il procède à la vérification et à la consolidation des données une fois par an, notamment pour produire la déclaration GEREP. Les anomalies devraient donc être corrigées à cette occasion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Fournir le justificatif de délégation de la gestion des déchets

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exercice défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2018, article 33

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

IX. Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.

Constats :

L'exploitant indique procéder à un exercice annuel, le dernier ayant été effectué les 6 et 7 novembre 2023 (formation Safety First).
Il n'est cependant pas établi de compte-rendu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Etablir un compte-rendu des exercices de défense contre les incendies et les joindre au plan de défense incendie (cf point suivant)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois (lors du prochain exercice)

N° 5 : Plan de défense incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis |
| Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie |
| Prescription contrôlée : I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins : - la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ; - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies. II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie. |
| Constats : Le plan de défense incendie a été mis à jour le 09/10/2024. Celui-ci est à amender des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• indiquer plus lisiblement sur la cartographie les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents point d'eau ;• plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention avec les ouvrages d'isolement (notamment en cas d'incendie sur une zone hors casier en exploitation pour laquelle les eaux d'extinction devraient rejoindre le réseau de collecte des ERI) et leurs modalités de manœuvre ;• justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir avant l'arrivée des secours ;• compte-rendu des exercices de défense contre l'incendie |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compléter le plan de défense contre l'incendie et le transmettre au SDIS |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 6 : détection incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 |
| Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« VI. La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies définies à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>« Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>« Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>« Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La zone en cours d'exploitation est équipée de caméras thermographiques avec report d'alerte. Un gardien est présent pendant les heures de fermeture du site. Il effectue des rondes régulières et opère la levée de doute en cas de détection de départ de feu par les caméras thermographiques ou d'alerte extérieure (d'après le schéma d'alerte du plan de défense incendie). Il n'est pas identifié d'autre zones à risque incendie sur le site.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Conduite d'exploitation - matériaux de recouvrement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.1.5.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, déchets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose en permanence d'une réserve de matériaux de recouvrement au moins égale à la quantité utilisée pour 15 jours d'exploitation soit 500 m³.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le bilan matière des matériaux de recouvrement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les matériaux extraits lors de la création du casier B7 ont été mis en stock en vue de leur utilisation en tant que matériaux de recouvrement et/ou de réaménagement. La quantité stockée est estimée à 40 000 m³.</p> <p>2 autres stockages de matériaux destinés au recouvrement sont localisés à proximité de la zone en exploitation. L'évaluation du volume est effectuée par l'intermédiaire d'un système de mesure par drone. La quantité est supérieure à 500 m³ (750 m³ pour le stock 1, l'autre stock n'a pu être évalué</p> |

| |
|---|
| <p>compte-tenu de la configuration).</p> <p>Le bilan matière des matériaux de recouvrement n'est pas réalisé. Il est convenu de l'ajouter au rapport annuel d'exploitation.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Ajouter le bilan matière des matériaux de recouvrement au rapport annuel d'exploitation</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Conduite d'exploitation - matériaux de recouvrement (2)

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2018, article 33</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>VIII. Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le personnel d'exploitation est formé à la conduite des engins : certifications CACES, renouvelées tous les 10 ans.</p> <p>La seconde partie de la prescription n'a pas été vérifiée.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |